

Les Neuchâtelois ont beaucoup skié dans leur canton

Le bilan des stations de ski neuchâteloises est positif. La raison: un bon enneigement et une situation sanitaire qui a incité les «locaux» à rester dans leur canton cet hiver.

PAR DONNA GALLAGHER

Les skieurs neuchâtelois ont dévalé leurs dernières pistes dans le canton fin mars. Dans l'ensemble, les conditions étaient réunies pour une bonne saison hivernale: un enneigement et une météo favorables, ainsi que des Neuchâtelois qui ont privilégié le ski dans le canton en raison de la situation sanitaire.

LES BUGNETS-SAVAGNIÈRES Moins d'accidents que d'habitude

La station du Val-de-Ruz compte 79 jours d'ouverture, entre le 6 décembre et le 24 mars, avec plusieurs courtes interruptions en décembre et presque trois semaines de fermeture début mars.

Elle a accueilli 71 000 skieurs, un chiffre dans la moyenne. «On a profité des nombreuses familles qui ont privilégié les demi-journées dans le canton et renoncé à aller skier dans les Alpes, parce que les buvettes étaient fermées et qu'une journée entière sans pouvoir se réchauffer, ça décourage», explique Serge Rohrer, membre du conseil d'administration.

A noter également qu'il y a eu moins d'accidents que d'habitude. Dans la station, on en compte en moyenne un par jour d'ouverture. Or cette année, il n'y en a eu que 49 en 79 jours. «Quand les gens ne skient pas la journée entière, ils sont moins fatigués et il y a moins d'accidents», analyse Serge Rohrer.

LA CORBATIÈRE

La récolte de fonds pour financer le remplacement des pylônes a abouti

«On a profité d'une fréquentation particulièrement importante cet hiver, la deuxième meilleure de ces cinq dernières années», raconte Pierre Banderet, président de la Société de La Corbatière. «Cette fré-



Des skieurs masqués aux Bugnens-Savagnières, le 24 janvier 2021. MURIEL ANTILLE

quentation a permis de compenser le manque à gagner de la buvette, qui est restée totalement fermée tout l'hiver», ajoute-t-il.

La station a été ouverte 31 jours entre le 26 décembre et le 18 février, un chiffre légèrement au-dessus de la moyenne.

L'année prochaine, tous les pylônes du petit téléski devront être changés. Le public était invité à financer en partie les travaux. Le montant visé de 250 000 francs a été récolté durant l'hiver.

BUTTES-LA ROBELLA

Sauvés par les luges d'été

La neige a vite fondu au Val-de-Travers. Le bilan est donc mitigé pour la

station de Buttes-La Robella, qui n'a pu ouvrir que 28 jours entre le 30 décembre et fin janvier. «La saison aurait été très bonne si la neige n'avait pas disparu, mais on a quand même profité d'une belle fréquentation pendant les jours ouverts: près de 40% de skieurs en plus que pendant le bel hiver de 2019» explique Vincent Bouquet, chef d'exploitation du télésiège.

Par chance, la station a plus d'une corde à son arc: dès le 1er mars, les luges d'été ont été ouvertes au public. «Ça nous a permis de compenser financièrement la courte saison de ski, mais pas totalement», conclut Vincent Bouquet.

LE CRÊT-DU-PUY

Les skieurs ont bien joué le jeu

Au Pâquier, Christian Wüthrich, responsable de l'exploitation du Crêt-du-Puy, estime avoir fait une bonne saison, avec 46 jours d'ouverture entre le 29 décembre et le 23 mars, contre seulement trois jours l'année dernière et 50 il y a deux ans.

La forte affluence de skieurs de la région a permis de compenser financièrement les quelques contraintes liées à la situation sanitaire. «On a eu beaucoup moins de classes d'écoles que d'habitude, car c'était compliqué d'organiser les transports», explique Christian Wüthrich, avant d'ajouter que les

gens présents ont dans l'ensemble très bien respecté les mesures sanitaires.

AUTRES TÉLÉSKIS

Des contrôles quotidiens

A La Vue-des-Alpes, «c'est une saison réussie» pour Natacha Meyer, qui annonce une ouverture du 6 décembre au 26 mars, marquée par trois semaines d'interruption. Comme de nombreuses autres dans le canton, la station a fait l'objet de contrôles très fréquents des autorités pour s'assurer du respect des mesures sanitaires. «Ils sont venus tous les jours, parfois même deux fois dans la même journée.»

Au Locle-Sommartel, c'est une saison dans la moyenne, avec 15 jours d'ouverture entre le 31 décembre et le 31 janvier. «On est content, parce qu'on a pu ouvrir pendant une partie des vacances de Noël», précise Matthias Wirth, chef d'exploitation du téléski.

Du côté des Verrières, le président du téléski, Blaise Cand, annonce 25 demi-journées d'exploitation entre le 30 décembre et le 25 janvier, «une saison un peu courte mais avec une fréquentation exceptionnelle».

Même son de cloche au Chapeau-Rablé, à La Chaux-de-Fonds, puisque Sully Sandoz indique que la saison a été belle le temps qu'elle a duré, celle-ci s'étant achevée fin janvier déjà.

Le téléski de La Brévine a ouvert deux semaines entre le 16 janvier et début mars.

Quant à Brot-Plamboz, c'est chou blanc pour cette année, puisque le téléski n'a pas été... installé! «On s'est dit que ça ne servait à rien d'ouvrir à cause du Covid. Et quand la neige est arrivée, c'était un peu tard pour tout mettre en place. L'année prochaine, je ne me ferai pas avoir», assure Willy Jeanneret.

Une foire aux questions sur la 5G source de conflits

Une classe de l'Université de Neuchâtel a pu évaluer le travail du bureau Planair, mandaté par la municipalité d'Yverdon.

Tout semblait partir d'une bonne intention de la Ville d'Yverdon-les-Bains au début de l'année 2019. Pour répondre aux interrogations liées au développement de la 5G, la municipalité décide de publier une foire aux questions sur son site internet. Elle mandate alors le bureau d'ingénieurs Planair pour l'accompagner dans cette démarche.

Le résultat ne plaît pas au groupe Stop 5G, qui le fait sa-

voir. «L'argumentaire aurait pu être celui donné par un opérateur téléphonique. La municipalité s'est contentée de prendre des avis officiels, sans aucun point de vue critique», estime Olivier Bodenmann, ingénieur diplômé à l'EPFL et membre de l'association Stop 5G.

Un champ d'action nul

Si la municipalité se montre aussi désabusée par rapport à ces attaques, c'est que son

champ d'action est nul, affirme-t-elle. «Si nous voulons parler de compétence pour évaluer les effets sur la santé de cette technologie, c'est la Confédération qui pose le cadre. Les cantons exécutent. Les communes n'ont aucune prérogative», détaille Chantal Tauxe, cheffe de la communication d'Yverdon-les-Bains.

«Il s'agit simplement d'une ville qui répond aux inquiétudes de ses habitants»,



Le groupe Stop 5G estime que la ville d'Yverdon s'est montrée un peu laxiste au moment de rédiger un document en faveur des citoyens. ALADIN KLIEBER

abonde Pierre Dessemontet, alors conseiller municipal chargé des énergies. «Nous n'avons jamais eu pour but de mener une recherche sur la 5G. C'est hors de nos compétences et de notre mission.»

Même si la Ville a refusé toute transparence sur le travail réalisé par Planair, le Service des énergies réfute avoir voulu tromper ou cacher une quelconque information au public, comme le sous-entend le groupe Stop 5G. «Il s'agissait avant tout d'une protection de la personnalité. Lorsque nous avons mandaté un expert, nous ne lui avons jamais demandé si son identité pouvait être divulguée», explique Pierre Dessemontet. «Nous avons peur que cette personne puisse être personnellement attaquée, et que la

responsabilité de la Ville soit engagée.»

Le sens reste le même

Après une action conjointe de la RTS et de l'Académie du journalisme et des médias de l'Université de Neuchâtel, au titre de la loi sur la transparence, nous avons pu prendre connaissance du travail réalisé par Planair. Si de légères différences existent entre la communication officielle aux citoyens et le texte de l'expert, notamment au niveau des risques pour la santé, le sens reste le même. Aucune volonté d'atténuation ou d'aggravation n'est constatée.

Pour Philippe Gendret, chef du Service des énergies d'Yverdon-les-Bains, et Pierre Dessemontet, ces différences relèvent avant tout d'un arbitrage sur la longueur et la précision des réponses. FCH